

L'EST EUROPEEN

PROBLEMES ACTUELS - NOTES HISTORIQUES

N° 171

19^e ANNEE

SOMMAIRE

Actualité

Un homme passe sa 29 ^e année en prison	1
La politique de russification en Ukraine	3
A propos de l'invasion russe de l'Afghanistan	8
La lutte pour la liberté en Pologne	11
La situation des catholiques ukrainiens en Pologne ..	16

La voix des opposants

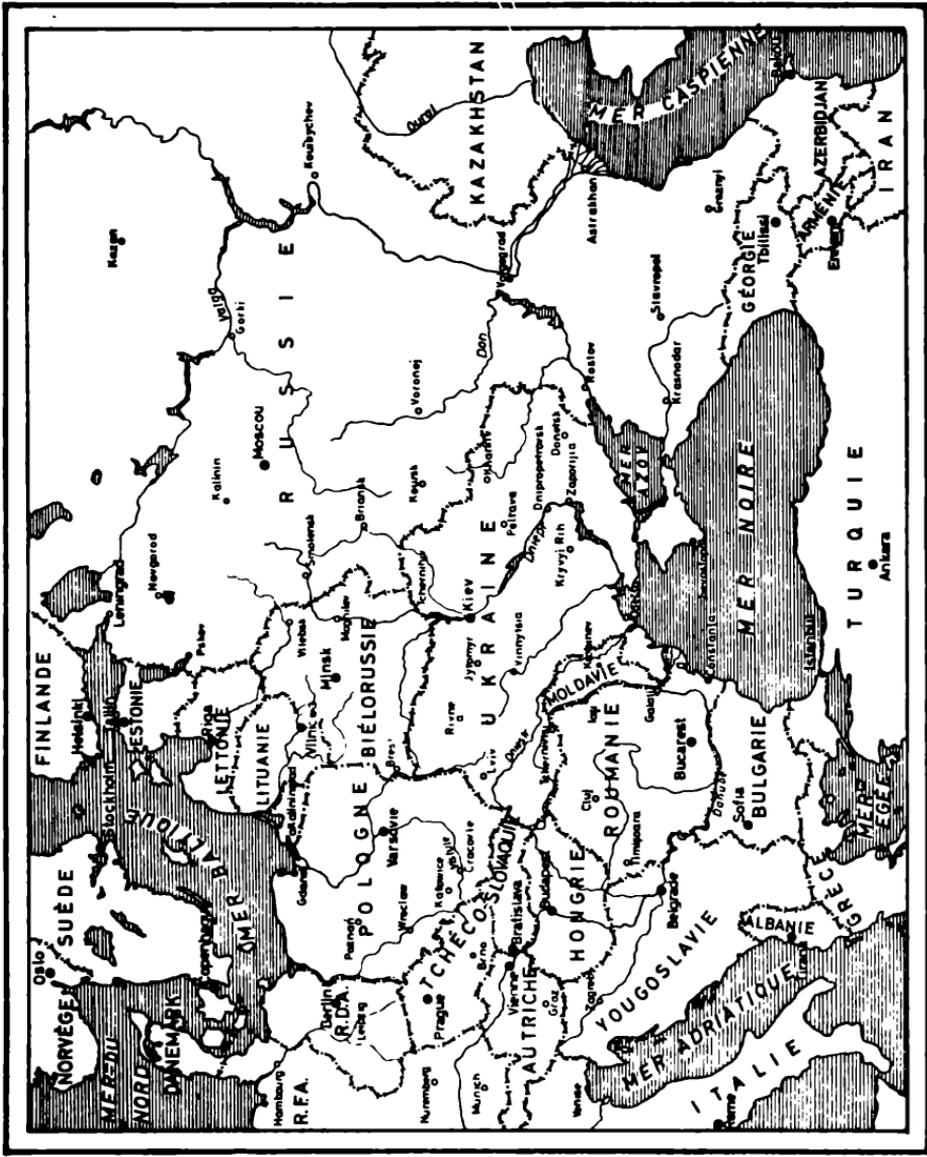
Documents des opposants polonais	20
Malva Landa : « Fascisme et communisme sont deux idéologies semblables »	27

Chronique

Symposium sur le mouvement ukrainien de libération à Montréal	30
Livres	32

L'EUROPE DE L'EST

(Frontières actuelles des Etats)



UN HOMME PASSE SA 29^e ANNEE EN PRISON

Un Ukrainien, Youriy Choukhevytch, âgé de 46 ans, entre dans sa 29^e année de prison. Son cas est d'autant plus particulier qu'il est le fils d'une figure historique du mouvement ukrainien de libération nationale, et que de ce fait, selon les milieux ukrainiens, les condamnations successives prononcées contre lui relèvent plutôt de la vengeance que de la justice.

Son père, le général Roman Choukhevytch-Tchouprynka, était pendant et après la deuxième guerre mondiale commandant en chef de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (U.P.A.), président du Secrétariat général du Conseil suprême de libération de l'Ukraine (U.H.V.R.) et président de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (O.U.N.) en Ukraine, dont le chef suprême était Stepan Bandera, interné dans un camp de concentration nazi et exilé depuis la fin de la guerre à Munich, où il fut assassiné sur l'ordre du gouvernement soviétique par un agent du K.G.B. en 1959.

Les milieux ukrainiens en Occident ont entrepris une action en vue d'obtenir la libération de Youriy Choukhevytch. Cette action va se prolonger pendant quelques mois. Un jeune volontaire s'est déclaré être prêt à accomplir le restant de la peine à la place de Youriy Choukhevytch dans un camp de concentration soviétique. Les jeunes Ukrainiens de France (S.U.M.) ont envoyé à la presse, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Youriy (28 mars), une déclaration dont on lira le texte ci-après. Ce texte a été distribué à 2.000 exemplaires dans les rues de Paris, notamment sur les Champs-Élysées. D'autres tracts ont été distribués en province. Le 24 avril, lors du séjour à Paris de M. Gromyko, l'appel en faveur de Youriy Choukhevytch a été envoyé à M. Valéry Giscard d'Estaing. N.D.L.R.

Déclaration au sujet de la détention de Youriy Choukhevytch

A l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, nous attirons l'attention de l'opinion publique internationale sur le sort de Youriy Choukhevytch.

Né le 28 mars 1934, Youriy Choukhevytch fut arrêté pour la première fois à l'âge de 15 ans, en 1948, à l'époque où son père, le général Roman Choukhevytch-Tchouprynka, était commandant en chef de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), c'est-à-dire de cette armée de partisans nationalistes qui avait combattu les nazis pendant la deuxième guerre mondiale. Le but de

l'UPA étant la liberté et l'indépendance de l'Ukraine, elle a continué la lutte, depuis l'arrivée des armées soviétiques en 1944, contre le pouvoir soviétique, considéré comme étant un autre pouvoir d'occupation et d'oppression.

Après l'avoir arrêté, les autorités policières soviétiques demandèrent au jeune Youriy de renier son père et de devenir un instrument de la propagande officielle contre les insurgés de l'UPA et le nationalisme ukrainien en général.

Ne pouvant obtenir sa collaboration, le tribunal stalinien condamna Youriy Choukhevytch à 10 ans de détention. Le 5 mars 1950, son père, le général Choukhevytch, fut tué au combat, dans une des forêts près de Lviv, en Ukraine occidentale (mais ce n'est que deux ans plus tard que la résistance armée cessa en Ukraine).

Libéré avant terme au printemps 1956 du fait qu'il était mineur au moment de son arrestation, Youriy fut remis en prison en automne de la même année, par la simple décision du procureur général de l'URSS, Roudenko, sous prétexte qu'il était le fils d'un leader nationaliste.

En août 1958, le jour même de sa libération, il fut de nouveau arrêté sur l'ordre de Roudenko et condamné à 10 ans de privation de liberté sous l'inculpation d'avoir fait de la « propagande antisoviétique » dans les lieux de sa détention !

Libéré le 21 août 1968, il fut interdit de séjour en Ukraine et dut s'installer à Naltchyk, au Caucase du nord, où il put trouver du travail et se marier. Il a deux enfants : Roman, né en 1970, et Iryna, née en 1971.

Arrêté de nouveau en mars 1972, Youriy Choukhevytch fut une fois de plus inculpé pour « agitation et propagande antisoviétique » et encore une fois condamné à 10 ans d'emprisonnement de régime sévère et 5 ans de relégation. Il restera donc au camp de concentration ou en prison, et ensuite en déportation jusqu'en mars 1987.

Cet homme de 46 ans a passé jusqu'à ce jour 28 ans en prison ou dans les camps !

Sa seule faute est, d'une part d'être le fils d'un personnage historique du nationalisme ukrainien et du mouvement de libération, tué au combat il y a tout juste 30 ans, et d'autre part de souhaiter pour le peuple ukrainien un sort meilleur, sans oppression ni répressions. Bien qu'en désaccord avec la politique répressive et oppressive du pouvoir soviétique, il n'est jamais sorti de la légalité soviétique, se conformant aux droits prévus par la Constitution.

Nous invitons l'opinion internationale à demander sa libération aux autorités soviétiques (ambassades, missions, consulats).

Paris, le 27 mars 1980

LA POLITIQUE DE RUSSIFICATION EN UKRAINE

Avant d'accéder au pouvoir, le parti bolchevique condamnait la politique tsariste de dénationalisation et d'assimilation des populations non russes en vue de promouvoir la formation d'un empire homogène, fondé sur la langue et la culture russes. Pendant une brève période qui a suivi l'instauration du régime soviétique, les langues non russes eurent la possibilité de croître et de se développer.

À la fin des années 20 et au début des années 30, après que le régime eut consolidé son pouvoir, le gouvernement central de Moscou adopta la vieille politique tsariste de russification et d'assimilation, notamment en Ukraine. L'Église orthodoxe ukrainienne, nouvellement installée, fut détruite. La hiérarchie et le clergé, éma-

nant pour la plupart de l'intelligentsia ukrainienne, ainsi que les dirigeants soviétiques et du parti en Ukraine, furent fusillés, tandis que des Russes étaient envoyés en Ukraine afin d'occuper les postes-clés. La langue russe fut introduite dans tous les domaines de la vie politique et économique ukrainienne. En 1938, l'enseignement du russe fut rendu obligatoire dans toutes les écoles ukrainiennes à partir de la classe de 8ème.

Quand Khrouchtchev succéda à Staline, la poussée de la russification s'intensifia. L'effort fut spécialement porté sur l'éducation. En 1958, une nouvelle loi fut rédigée, en vue de donner aux parents non russes le droit de « choisir », pour leurs enfants, les écoles où l'enseignement était dispensé soit dans leur langue nationale, soit en russe. Malgré une violente opposition, la loi fut promulguée. Il s'en suivit une augmentation du nombre des écoles russes en Ukraine.

En 1961, avec l'adoption du programme du parti communiste de l'Union soviétique, la russification devint la ligne de conduite officielle du parti et de l'Etat. Le nouveau programme proclamait que les nations de l'URSS « se rapprocheraient jusqu'à ce que l'unité complète soit obtenue », entraînant « l'effacement des distinctions nationales, et en particulier, des distinctions de langue... » (Programme du Parti communiste de l'Union soviétique, Moscou, 1961, pp. 102-103) (*).

Malgré la pression officielle, les parents ne se hâtèrent pas d'envoyer leurs enfants dans les écoles russes, spécialement dans les petites villes et les villages, où il y avait peu de Russes. Par contre, une opposition se répandit très largement en Ukraine contre la russification.

Entre temps, les Russes avaient lancé une campagne de russification. Le XXV^e Congrès du parti communiste adopta une résolution (ayant force de loi) concernant

(*) Cf. *Vers le communisme*. Recueil des documents du XXII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Moscou, 1961, p. 599.

une autre amélioration de l'enseignement et de l'éducation des élèves des écoles d'enseignement général, et leur formation en vue de leur activité professionnelle.

L'« amélioration » comprenait un nouvel effort en vue d'enseigner le russe dans les écoles non russes. (Il n'était pas question d'améliorer l'enseignement de l'ukrainien ou des autres langues non russes). Etant donné que dans les grandes villes l'enseignement était déjà fait en russe, cette mesure visait les petites villes et les villages, où la langue du pays prédominait encore.

Le Ministère de l'éducation de la RSS d'Ukraine, qui est obligé de transmettre les instructions qu'il reçoit de Moscou, a fait connaître les mesures qu'il allait prendre pour appliquer la nouvelle loi dans les écoles non russes d'Ukraine (*Radianska Osvita*, Kiev, le 11 novembre 1978). Le Ministère a décidé de fournir de nouveaux programmes, de nouveaux manuels, des méthodes audio-visuelles, des laboratoires de langues et des salles spéciales afin d'améliorer l'enseignement du russe. Les mesures suivantes ont été prévues :

Les bibliothèques des écoles recevront des stocks de livres russes. Afin d'améliorer la connaissance du russe chez les étudiants, des cours d'expression orale et écrite doivent être organisés. En 1979, les étudiants concourront pour la meilleure dissertation ayant pour sujet le 110^e anniversaire de la naissance de Lénine. Dans les écoles, les instituts pédagogiques et les écoles normales, les classes de plus de 25 élèves seront divisées en deux groupes. Au début de l'année scolaire 1980-81, le russe devra être enseigné à partir de la classe de 9^{ème} dans les écoles non russes d'Ukraine (il est actuellement enseigné à partir de la 8^{ème}). Dans les instituts pédagogiques, les départements de langue et de littérature russes seront agrandis afin de former un plus grand nombre de professeurs de russe.

Ces nouvelles mesures, qui doivent être appliquées au cours des années 1979-1985, « ont pour but de donner à la nouvelle génération une connaissance de base

de la langue russe ». (*Radianska Osvita*, 11 novembre 1978).

La résolution du XXV^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique concernait la promotion du russe dans les écoles élémentaires et secondaires et dans les écoles normales. Depuis cette date, de nouvelles mesures sont prévues afin d'étendre et d'intensifier le processus. Du 20 au 22 mai 1979, un symposium s'adressant à toute l'Union et regroupant les principaux représentants du gouvernement, du parti et des institutions académiques de Russie et des Républiques nationales, a eu lieu à Tashkent. Le but de ce symposium était de promouvoir la russification de *tous* les centres d'enseignements, à tous les niveaux d'instruction. (*Outchitel'skaya Gazeta*, 24, 26, 29 mai 1979 ; *Pravda Vostoka*, 23, 24, 25 mai 1979).

Les personnes qui ne seraient pas familiarisées avec la situation qui existe en Ukraine pourraient penser qu'il s'agit d'améliorer l'enseignement d'une seconde langue. Mais au contraire, lorsque des mesures sont prises afin de faire progresser l'enseignement du russe, l'enseignement de l'ukrainien et des autres langues non russes est non seulement négligé, mais découragé. De nombreuses bibliothèques scolaires ne possèdent même pas les œuvres des principaux écrivains ukrainiens. Les manuels scolaires et les professeurs font souvent défaut pour permettre d'enseigner en ukrainien. En conséquence, dans des écoles considérées comme des écoles ukrainiennes, diverses matières sont enseignées en russe par des professeurs russes.

En Ukraine, les librairies et les kiosques sont inondés de livres, de journaux, de magazines russes, qui sont soit publiés en Ukraine, soit envoyés de Russie. Les publications ukrainiennes sont sévèrement limitées quant au nombre des titres et du tirage. La langue russe prévaut dans tous les domaines de la vie ukrainienne dans les villes. L'emploi de l'ukrainien est découragé. Celui qui insiste pour parler ukrainien est traité de « nationaliste

bourgeois », ce qui entraîne souvent pour lui des conséquences désagréables. Ceux qui défendaient la langue et la culture ukrainiennes, tels que Valentyn Moroz, Vyacheslav Tchornovil, Ivan Svitlytchnyi et d'autres, ont été condamnés à de longues peines d'emprisonnement.

Les nouvelles mesures sont destinées à donner une place préférentielle au russe dans les écoles où l'ukrainien est encore utilisé, en vue de faire progresser le processus de russification des écoles ukrainiennes. Elles sont aussi une reconnaissance de la russification de l'Ukraine. Sans cela, quel besoin aurait un jeune Ukrainien d'avoir une bonne connaissance du russe pour se préparer à la vie professionnelle dans son pays natal ?

Le Congrès mondial des Ukrainiens Libres demande aux Nations Unies de créer une commission d'enquête afin d'examiner les dernières mesures prises en vue de liquider la langue nationale ukrainienne.

Les personnes ci-dessous, qui ont été témoins de la politique de russification en Ukraine, sont prêtes à témoigner. Ce sont : le général Petro Grigorenko, Valentyn Moroz, Leonid Plouchtch, Nadia Svitlytchna, Vitaliy Lekhter, John Kolasky. Les quatre premiers sont des dissidents qui vivent maintenant à l'étranger. Vitaliy Lekhter était professeur en Ukraine et a émigré aux Etats-Unis. John Kolasky est un professeur né au Canada, de nationalité ukrainienne, qui a étudié pendant deux ans à l'Ecole Supérieure du Parti du Comité Central du PC à Kiev.

Voici quelques ouvrages sur la politique soviétique concernant le problème national en Ukraine : Ivan Dzyuba, « Internationalism or russification ? », New York, Monad Books, 1974 ; Ivan Dziouba, « Internationalisme ou russification ? », Nouvelle optique-Savelli-PIUF, Paris 1980 ; John Kolasky, « L'éducation en Ukraine soviétique », Toronto, Peter Martin Associates, 1968 ; John Kolasky, « Deux ans en Ukraine soviétique », Toronto, Peter Martin Associates, 1970 ; Robert S. Sullivant, « La politique soviétique et l'Ukraine,

1917-1957 », New York, Columbia University Press, 1962.

A PROPOS DE L'INVASION RUSSE DE L'AFGHANISTAN

Nous publions ci-après le texte d'un communiqué des organisations politiques géorgiennes en exil à propos de l'invasion russe de l'Afghanistan. Ce texte reflète parfaitement l'opinion de toutes les émigrations originaires des Républiques nationales de l'Union soviétique. N.D.L.R.

Un Etat souverain vient, une fois de plus, d'être la victime de l'impérialisme moscovite. Le 27 décembre 1979, les forces militaires soviétiques, sans déclaration de guerre préalable, ont pénétré en Afghanistan.

Le gouvernement local, pourtant d'obéissance communiste, qui avait établi des relations amicales avec le Kremlin, a été renversé. Par la force des chars, un gouvernement impérialiste a imposé au peuple afghan des marionnettes parachutées, mis en route l'extermination des opposants et pratiqué par la force l'annexion militaire.

La tragédie du peuple afghan a révolté l'opinion internationale et a mis fin à l'illusion de la détente pour la plupart des dirigeants mondiaux.

A la protestation spontanée et ferme des pays anglo-saxons et à leur demande solennelle de retrait des troupes soviétiques, se sont associés : les Nations Unies à la grande majorité de ses membres, les 36 Etats islamiques participant à la Conférence d'Islamabad, les 9 pays de la Communauté Européenne, les membres de l'Internationale socialiste réunis à Vienne, les P.C. européens,

à l'exception du PCF ; et jusqu'aux pays du Pacte de Varsovie dont certains ne cachent qu'avec peine leur mécontentement.

Bien que les Républiques périphériques, faisant partie de l'URSS, ne puissent sortir de la ligne politique tracée par le Kremlin, il ne fait aucun doute que l'immense majorité de celles-ci sont opposées à cette invasion militaire.

Nous, Géorgiens exilés à l'étranger, par l'entremise de nos partis et organisations politiques, nous nous élevons avec force contre cette nouvelle guerre impérialiste entreprise par l'URSS et nous proclamons notre soutien et notre sympathie à la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale du courageux peuple afghan.

Nous nous devons, à cette occasion, d'« éveiller » la mémoire de l'humanité et de rappeler que la Géorgie fût, il y a 59 ans déjà, et dans des conditions similaires, envahie militairement par la Russie soviétique et ce, sans déclaration de guerre. Il y a 59 ans que le peuple géorgien lutte, sous le joug soviétique, pour la reconquête de la liberté et de l'indépendance qui lui furent arrachées, expliquant d'autant mieux notre soutien au peuple afghan et l'apport de notre voix au blâme international.

Février 1980

Les organisations géorgiennes dans le monde libre : le Parti social-démocrate, le Parti national-démocrate, le Parti social-fédéraliste, la rédaction de la «Tribune de la liberté», la revue «Kavkassioni», le Comité pour l'application des accords d'Helsinki en Géorgie.

NDLR. — Il convient de souligner une fois de plus que les mêmes sentiments animent les autres émigrations originaires des Républiques nationales de l'URSS, notamment les Ukrainiens. Une déclaration semblable fut publiée par l'Organisation des nationalistes ukrainiens

(OUN) de Bandera et de nombreux journaux ukrainiens paraissant dans les pays occidentaux ont condamné l'invasion russe et exprimé leur soutien au peuple afghan. Des contacts entre les associations afghannes et ukrainiennes ont été établis aux USA, au Canada, en France et en Allemagne Fédérale.

Il faut rappeler à ce propos que c'est l'Ukraine qui fut la première victime de la Russie soviétique. En effet, après un ultimatum envoyé aux autorités ukrainiennes le 16 décembre 1917, les troupes soviétiques franchirent la frontière de l'Ukraine. C'est surtout à cause de cette invasion que le gouvernement ukrainien s'est vu forcé de signer la paix séparée à Brest-Litovsk et de demander l'aide militaire allemande et autrichienne. Un an plus tard, après la capitulation de l'Allemagne et la défaite du régime que celle-ci avait aidé à instaurer en Ukraine, la Russie soviétique entreprit une deuxième invasion du pays. Mais ce n'est qu'en novembre 1920 qu'elle réussit à occuper tout le territoire de la République ukrainienne.

LA LUTTE POUR LA LIBERTE EN POLOGNE

La lutte de libération du peuple polonais contre le régime communiste imposé par la Russie soviétique dure maintenant depuis une génération. Les dernières grèves des ouvriers, datant de 1976, ont eu lieu presque vingt ans après le « jeudi noir » de Posnan, le 28 juin 1956. Des soulèvements populaires ont eu lieu, en Pologne, en 1968 et en 1970 ; à chaque fois les communistes ont reculé devant la pression populaire.

Mais le 24 juin 1975, quand le gouvernement annonça les nouveaux prix des denrées alimentaires, les ouvriers de Gdansk (*) se mirent de nouveau en grève, et cette fois des travailleurs de différentes régions de Pologne se joignirent à eux. Les ouvriers de l'usine de tracteurs Ursus, au sud de Varsovie, bloquèrent la voie de chemin de fer, arrêtant les trains qui se rendaient dans la capitale, tandis que des émeutes se répandaient à Radom. Pour éviter des confrontations sanglantes, qui auraient pu être plus graves que celles de Posnan en 1956 ou de Gdansk en 1970, les communistes ont de nouveau reculé.

En revanche, le régime communiste de Pologne lança une « offensive idéologique » par laquelle il tenta de démontrer que la Pologne fait partie intégrante de la communauté socialiste, liée à l'URSS par l'idéologie, l'alliance et une coopération multiple ; il tenta de « démasquer les intellectuels et la hiérarchie de l'Eglise catholique ». Cette « offensive idéologique » du régime communiste polonais échoua ; il ne pouvait en être autrement dans un pays fier de son histoire, violemment antirusse, profondément catholique et foncièrement anticommuniste. Les intellectuels non seulement refusèrent de se laisser intimider, mais ils recoururent de

(*) Ancienne ville de Dantzig.

plus en plus fréquemment à une défiance ouverte face aux autorités communistes.

Par ailleurs, les intellectuels commencèrent à soutenir la lutte ouvrière, c'est-à-dire les « événements de juin 1976 », comme les Polonais l'appellent, et quand les autorités communistes se mirent à persécuter les ouvriers impliqués, les intellectuels prirent promptement leur défense. En juillet 1976, un romancier polonais bien connu, Jerzy Andrzejewski, loua les travailleurs persécutés dont il dit qu'ils sont les « combattants pour une vraie démocratie socialiste », et s'engagea à continuer à écrire en leur faveur. C'est à cette fin que, le 27 septembre 1976, fut créé un Comité pour la Défense des Travailleurs (KOR).

Il faut signaler que les intellectuels n'avaient pas soutenu les grèves des ouvriers avant 1976. En effet, les révoltes ouvrières de Gdansk et de Szczecin en 1970, de Gdynia en 1974, prirent les intellectuels au dépourvu et ils n'y jouèrent aucun rôle. Aussi, quand les intellectuels s'élevèrent contre Gomulka en mars 1968, que des démonstrations de masse et des heurts avec la police eurent lieu à Varsovie et dans toutes les villes universitaires de province — Cracovie et Posnan, Lodz et Lublin, Wroclau et Gdansk, les autorités communistes accusèrent les meneurs « sionnistes », et les ouvriers ne bougèrent pas. Tandis que les « événements de juin 1976 » produisirent une réaction en chaîne qui fit naître une situation politique entièrement nouvelle dans le pays, c'est-à-dire l'apparition d'une résistance ouverte qui, dans le passé, avait été dispersée et clandestine (par exemple, le groupe des « Alpinistes », composé de jeunes gens qui faisaient entrer de la littérature occidentale en escaladant les monts Tatra ; ils furent pris et jugés en 1971), et en majeure partie passive (par exemple, la résistance passive des paysans). A présent, le mouvement de résistance s'est organisé, il se fait entendre et a une influence de plus en plus grande sur le plan politique.

L'Eglise catholique ne resta jamais silencieuse tout

au long de cette lutte. Dans ses sermons et lettres pastorales, le cardinal Stefan Wyszynski, Primat de Pologne, ainsi que la hiérarchie de l'Eglise, fustigèrent plusieurs aspects du régime communiste. Ils ne s'en tenaient pas seulement aux affaires religieuses, mais exigeaient que le gouvernement respecte plusieurs libertés démocratiques (liberté d'association, liberté de la presse, de la recherche scientifique sans contrainte, notamment dans le domaine de l'histoire contemporaine de la Pologne). Le cardinal Wyszynski a également récusé les prétentions des communistes quant à l'identité d'intérêt de la Pologne et de l'Union soviétique, de l'amitié soviéto-polonaise, etc. Dans un sermon ardemment patriotique, il déclarait :

« Pour nous, après Dieu notre amour le plus grand est celui de la Pologne. Après Dieu, c'est à notre mère patrie et à la culture nationale polonaise que nous devons être fidèles. Nous aimons tous les pays du monde, mais dans cet ordre de priorité. Nous voyons partout des slogans préconisant d'aimer tous les peuples et toutes les nations ; nous n'y sommes pas opposés, mais nous demandons avant tout le droit de vivre conformément à l'esprit, à l'histoire, à la culture et à la langue de notre propre terre polonaise, ceux-là même auxquels furent attachés nos ancêtres pendant des siècles. »

Le communisme polonais va très mal. Sa banqueroute est évidente. Face aux affaires brûlantes actuelles et spécialement à la détérioration irrémédiable de l'économie nationale, avec les fatales augmentations du prix des denrées alimentaires qui entraîneront probablement de nouvelles grèves, voire même, ce qui n'est pas impossible, une révolte générale des ouvriers, le parti communiste, en fait, reste sans idéologie et sans intellectuels. Malgré cela, le peuple polonais, qui est obligé d'être l'allié de l'Union soviétique et d'avoir un système communiste, est plus que jamais décidé à s'affirmer.

Le mouvement de résistance s'est enhardi depuis la Conférence d'Helsinki, en 1975, sur la Sécurité et la Coopération en Europe, qui, selon les chefs du mouve-

ment de la résistance polonaise, a réduit les risques d'une intervention soviétique en Pologne. Ce qui a permis au mouvement de la résistance de s'étendre, c'est la génération d'après guerre, qui n'a jamais admis la résistance passive de la génération précédente et qui a rejoint le mouvement de la résistance. Il y a actuellement une prolifération de groupes d'opposition, qui publient régulièrement une vingtaine de bulletins illégaux ayant un tirage total mensuel de plus de 100.000 exemplaires. Les écrire, les éditer, les publier et les distribuer requiert la participation de plusieurs milliers de personnes. Ces publications ont attaqué sans répit la censure officielle de la presse. Une occasion inespérée s'est présentée pour eux au printemps de 1977 avec la défection à l'ouest de Tomasz Stryzewski, un employé du bureau de la censure de Cracovie, qui est passé à l'Ouest en emportant de nombreuses preuves confidentielles sur le fonctionnement de la censure.

Nous terminerons cet aperçu de la lutte de libération en Pologne, par l'énumération des plus importants groupes d'opposition :

1. KOR (maintenant, KSS-KOR - Comité d'auto-défense sociale), surtout composé d'étudiants activistes de 1968 (Jacek Kuron, Adam Michnik), qui sont d'anciens « Alpinistes ». Il y a aussi parmi eux d'importants sociodémocrates comme le professeur Edward Lipinski, auteur de la pétition de 59 contre le projet officiel d'une nouvelle constitution qui changea le nom de la République Populaire Polonaise en République Socialiste Polonaise. Ce groupe publie un Bulletin d'information.

2. ROPCZO (Mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen). Dirigeant actuel : le général d'avant-guerre Mieczyslaw Boruta-Spiechowicz ; membres : Leszek Moczulski, journaliste et historien de la deuxième guerre mondiale, et Stefan Kaczorowski, leader de l'ancien parti chrétien-démocrate. Les plus jeunes membres sont principalement d'anciens membres

du groupe clandestin, ayant pour leader Andrzej Czuma. Ce mouvement a des bureaux dans de nombreuses villes polonaises ; il publie le mensuel « Opinia » (Opinion) et lors des cérémonies officielles, telles que l'enterrement du général Roman Abraham, ils revêtent les uniformes polonais d'avant-guerre.

3. SKS (Comité de Solidarité des étudiants), qui est présent dans presque toutes les universités et publie deux journaux : « Bratniak » et « Indeks ».

4. PPS (Parti socialiste polonais), qui publie « Robotnik ».

5. La Section polonaise d'Amnesty International.

6. Le Comité polonais pour la Défense de la vie et de la famille, qui lutte pour faire abolir les lois, extrêmement libérales, sur l'avortement.

7. Samoobrona Polska (L'auto-défense polonaise), qui publie le mensuel « Droga ».

8. Polska Walczonca (La Pologne en lutte). Organisation militaire, qui publie un bi-mensuel du même nom.

9. PPN - Coalition polonaise pour l'indépendance.

10. Le Mouvement Démocratique Polonais, pour la lutte en faveur de la démocratie et de la souveraineté de la Pologne. Il a publié des manifestes (cf. Kultura, Décembre 1977). Il publie « Glos ».

11. NOWA (maison d'édition indépendante), qui publie les périodiques littéraires « Zapis » et « Puls ». Elle publiera aussi des livres.

12. UD (L'Université volante), qui a des librairies « volantes » où l'on trouve des livres bannis des collections courantes, qui suppléent à l'enseignement universitaire régulier. UL a accompli sa première « année scolaire » en juin 1978.

Il est impossible de dire quand la crise éclatera. La situation actuelle en Pologne repose sur un équilibre fragile des forces en présence. Mais cette situation est encore plus dangereuse et explosive que ne l'était le climat révolutionnaire d'octobre et novembre 1956, quand l'insurrection hongroise menaçait de gagner la Pologne.

L. SH.

LA SITUATION DES CATHOLIQUES UKRAINIENS EN POLOGNE

Le journal allemand « Public-forum », dans son numéro 19 du 21 septembre 1979, sous le titre « Opprimés et aigris », a publié un article de Hans H. Heking, qui aborde un sujet concernant les Ukrainiens en Pologne. N.D.L.R.

A la fin de la 2^e guerre mondiale, quand la frontière russo-polonaise a été repoussée vers l'ouest, il est resté sur le territoire polonais 300 à 400.000 Ukrainiens de Galicie (Ukraine occidentale) qui jusqu'en 1939 appartenait à l'Etat polonais, et dont la population appartenait à l'Eglise gréco-catholique, unie à Rome depuis 1596. A la fin de la guerre, le gouvernement n'a pas reconnu les catholiques ukrainiens en tant que communauté d'une Eglise distincte, principalement à cause de l'Eglise orthodoxe polonaise, et aussi à cause de l'Union soviétique, où, en 1946, l'Eglise catholique ukrainienne a été liquidée par la force et rattachée contre sa volonté au patriarcat de Moscou.

Les deux évêques ukrainiens du diocèse de Pere-myshl, en Pologne, Mgr Josaphat Kotsylowskyi et son assistant Grégoire Lakota, ont été emprisonnés en septembre 1945 ; libérés en janvier 1946, ils furent à nou-

veau emprisonnés en juin de la même année et livrés aux Soviétiques, sans la moindre protestation de la part de l'Episcopat catholique romain. De plus, il est apparu que le clergé polonais, à part quelques exceptions, n'était pas intéressé par l'existence de l'Eglise gréco-catholique, mais au contraire espérait, par sa disparition, une affluence de catholiques de l'Eglise orientale vers le rite catholique romain. A la demande de secours à des prêtres catholiques ukrainiens, le cardinal Sapicha, aurait, dit-on, répondu : « Je ne vais tout de même pas affronter Staline pour cela ! » Le primat de Pologne, le cardinal Hlond, a permis, il est vrai, aux prêtres catholiques ukrainiens de célébrer la liturgie, mais dans le rite catholique romain (!) et il n'a pris sous sa juridiction aucun de ces prêtres.

Avec l'aide active des « latins », les catholiques ukrainiens se sont vus dépossédés de tous les édifices paroissiaux, monastères et autres, qui furent transmis à l'Eglise catholique romaine, et beaucoup d'églises en bois du XXVIII^e siècle, caractéristiques du catholicisme ukrainien, brûlèrent de façon mystérieuse. Après l'abolition de l'union en URSS, la seule église épiscopale gréco-catholique à Peremyshl, en Pologne, a été occupée par un ordre de moines catholiques romains qui ne l'ont pas encore rendue à ce jour. Une quantité d'églises qu'il aurait fallu sauvegarder, ne serait-ce que pour leur valeur historique et artistique, ont été détruites ou abandonnées à la ruine.

C'est seulement pendant l'« Octobre polonais », en 1956, avec ses — bien que brèves — tendances de démocratisation des structures sociales, que les catholiques ukrainiens ont pu manifester une certaine initiative. L'organe officiellement reconnu du groupement socio-culturel, le journal « Notre Parole » en mars 1957, exigeait du gouvernement l'« autorisation de pratiquer sans restrictions, selon le rite gréco-catholique, et la restitution des églises qui furent données à l'église polonaise, ou transformées en étables ou en écuries ».

Le cardinal Wyszynski a pourtant accédé partiellement aux exigences du clergé ukrainien vers la fin des années 50, autorisant dans certains lieux — 79 à ce jour — de célébrer la liturgie dans le rite gréco-catholique et de prêcher en ukrainien. Mais sur les 36 prêtres mandatés par le Primat polonais, 6 seulement sont âgés de moins de 60 ans, et ils sont soumis au bon vouloir de l'ordinant ou du curé, qui prête son église le dimanche à des heures peu commodes. Les prêtres ukrainiens sont soumis généralement au clergé polonais et leur emploi n'est pas stable. En accord avec les décisions de l'Épiscopat polonais, les dons des uniates, offerts lors des baptêmes, mariages et enterrements, appelés « *donatae* » sont gérés par les Polonais et non par les prêtres catholiques ukrainiens. Les catholiques sont toujours sur une base instable. Ils ne possèdent ni leurs propres églises, à part le monastère et l'église des prêtres de l'ordre de Saint Basile à Varsovie, fondé en 1772, ni leur propre presse. Les catholiques ukrainiens exigent que leur clergé obtienne une protection des droits de l'Église, et au moins un évêque. Lorsque, vers le milieu des années 60, le Vatican a souhaité nommer un évêque catholique ukrainien en Pologne, le cardinal Wyszynski s'y est formellement opposé.

Dans la Pologne catholique, les catholiques ukrainiens sont une minorité, sous la tutelle de l'Église catholique polonaise. Voilà plus de 30 ans que l'État et l'Église la privent de ses droits humains les plus élémentaires, qui figurent dans la Déclaration des droits de l'homme. Les catholiques ukrainiens de Pologne considèrent aujourd'hui, avec amertume plutôt qu'avec espoir, l'Acte final d'Helsinki, signé par le Vatican, et dont « l'esprit » devrait guider les rapports intérieurs de l'Église.

On ne peut espérer dans un proche avenir des modifications fondamentales de la situation des chrétiens des pays est-européens, mais en Pologne l'Église catholique possède de réelles possibilités d'atténuer le mal,

et non de l'augmenter.

Un fait réconfortant, toutefois, s'est présenté lors de la célébration eucharistique du pape à Varsovie, lorsque un évêque uniate eut l'autorisation de concélébrer.

DOCUMENTS DU COMITE D'AUTO-DEFENSE KOR

Déclaration

Varsovie, le 11-12-1979

Le 10 décembre 1979, le Tribunal de police de Warszawa-Srodmiescie, présidé par Wlodzimierz Barela, a condamné à des peines de prison les personnes qui ont pris la parole au cours de la manifestation du 11 novembre, place de la Victoire, à Varsovie. Elles ont été condamnées pour avoir organisé la manifestation, pour y avoir participé avec plusieurs milliers de personnes et pour avoir parlé du manque de liberté en Pologne et de la dépendance de celle-ci. Selon le Tribunal et la police, ils ont « manqué de respect envers le peuple polonais dans un lieu public » (article 49 du Code des délits). Les témoins de l'accusation — fonctionnaires de la sécurité — ont prétendu qu'en tant que citoyens de la République populaire polonaise, ils se sont sentis insultés. Andrzej Czuma et Wojciech Ziembinski, membres du Mouvement pour la défense des droits de l'homme et des droits civiques, ont été condamnés à 3 mois de prison ; Joseph Janowski, membre du Mouvement de défense, à 1 mois ; Bronislaw Komorowski, supporteur du Comité d'auto-défense KOR et du Mouvement de défense, à 1 mois.

Nous déclarons que ce jugement témoigne d'un mépris particulièrement abusif du peuple polonais qui, depuis plus de 40 ans, est privé de ses droits les plus élémentaires et qui lutte de toutes les manières pour sa liberté et son indépendance.

Le Comité d'auto-défense KOR.

Cette déclaration a aussi été approuvée par les clubs d'auto-défense sociale de la Silésie inférieure et de la région de Wielkopolska-Kujawy.

Déclaration

Varsovie, le 14-12-1979

Le 14 décembre 1979, les services de sécurité de Dantzig, de Varsovie et de Wrocław, ont lancé une campagne de perquisitions et d'arrestations. Des dizaines de personnes ont été arrêtées. Deux d'entre elles, Bogdan Borusewicz, membre du Comité d'auto-défense KOR de Dantzig, et Jerzy Goresz, associé au Comité de défense KOR de Varsovie, devaient être libérés le 13 décembre, mais ils sont toujours détenus. Jerzy Goresz a été arrêté le 11 décembre à Katowice, où il avait été détenu illégalement pendant plus d'un mois l'été dernier, et où il avait fait l'objet de sévices, physiques et moraux. Ces actes ont pour but d'empêcher la commémoration du 9ème anniversaire des soulèvements des ouvriers de la côte, en décembre 1970. Ces manifestations avaient été réprimées par la police et les mitraillettes de l'armée. Le nombre des tués est resté inconnu, mais on sait qu'il est beaucoup plus élevé que le nombre officiel de 50 avancé par les autorités.

Nous commémorerons les morts en portant des insignes de deuil le 17 décembre et en assistant aux messes de Requiem qui seront célébrées à 6 h 30 à Varsovie, à l'église des Capucins, rue Miodowa et à la cathédrale de Wrocław. Le 18 décembre, à 14 h 20, nous irons déposer des gerbes à la porte n° 2 du chantier de constructions navales de Dantzig (Gdansk).

Il est évident que ceux qui ont donné ordre à la police de disperser les groupes qui prient pour les morts, se sentent complices du crime commis sur la côte. Il est grand temps qu'ils comprennent que les répressions policières ne parviendront pas à étouffer la mémoire des hommes, de même que les rafales de mitraillettes n'étoufferont pas la volonté d'une nation qui lutte pour ses droits.

Le Comité d'auto-défense KOR.

Déclaration

Varsovie, le 18-12-1979

Les 17 et 18 décembre 1979, neuf ans après le massacre des ouvriers de la côte, la nation polonaise commémorait le souvenir des morts. Afin d'empêcher ces célébrations, les services de sécurité lancèrent une campagne systématique de perquisitions et d'arrestations dans tout le pays. Environ 200 personnes ont été détenues pendant 48 heures, et certaines à deux ou trois reprises. A notre connaissance, 15 personnes... ont été arrêtées pour leur « participation à une association à but criminel » (article 276 du code pénal). Ils risquent de longues peines de prison. Les détenus sont des membres ou des associés du Comité d'auto-défense KOR et des participants du Mouvement pour la défense des droits de l'homme et des droits civiques. Le but de ces organisations est de lutter pour la réalisation des droits de l'homme et de la nation.

Les actes du service de sécurité suscitent la colère et l'inquiétude du peuple. Ceci se passe dans un contexte de grave crise économique, sociale et politique, qui touche et frappe chaque famille polonaise. Il y a pénurie de produits alimentaires, de médicaments, de logements, augmentations constantes des prix, coupures de courant continuelles, dégradation du service des transports et des communications, délabération des fermes individuelles, décadence de l'appareil du pouvoir et de la justice. Ce sont là quelques-uns des symptômes d'une situation catastrophique. Or, au lieu de tenter d'y remédier, les autorités de la République populaire, responsables de cette situation, persécutent ceux qui entreprennent de restaurer la République.

Le Comité d'auto-défense KOR soutient avec reconnaissance l'épiscopat polonais dont le communiqué, lors de la dernière conférence, déclare : « Notre pays doit

aussi assurer la sécurité et la protection de tous ceux qui — quelles que soient leurs opinions — ont le souci du bien commun. Ceux qui veulent agir doivent le faire avec prudence, conscients de leur responsabilité envers la nation, en fonction des conditions de temps et de lieu. »

Nous sommes pleinement solidaires avec les détenus et demandons leur mise en liberté. Nous demandons la liberté pour les initiatives d'ordre civique.

Le Comité d'auto-défense KOR.

Une manifestation à Varsovie

L'information publiée ci-après concerne la manifestation qui a eu lieu le 11 novembre 1979 à Varsovie, devant le monument du Soldat Inconnu, après un défilé dans les rues de la capitale à partir de la cathédrale Saint-Jean. N.D.L.R.

Wojciech Ziembinski dépose une gerbe de fleurs blanches et rouges, sur laquelle on peut lire : « Aux soldats polonais — Ceux qui conservent l'esprit de l'indépendance ». (...)

Bronislaw Komorowski : Une gerbe est déposée par la jeunesse élevée en République populaire, sous la contrainte, et par ceux qui aiment l'indépendance. Nous sommes l'espérance de la Pologne, l'espérance du monde, a dit le Saint Père, et ses paroles ont été inscrites sur une bannière qui nous a été arrachée devant la cathédrale. Sur cette même place, il a prononcé ces paroles importantes : « Il n'y a pas d'Europe juste sans une Pologne indépendante. » Voilà notre but. (Les manifestants : « Nous sommes votre espérance ! »)

Andrzej Czuma : Une autre bannière a été arrachée au monument par des voyous engagés par le service de sécurité. Elle portait ces mots : « Liberté - Vérité - Pain ». (Les manifestants : « Liberté, Vérité, Pain ! »)

Souvenons-nous de ceux qui ont été arrêtés dernièrement : Antoni Macierewicz, Jan Dworak, Urszula Doroszewska, Piotr Naimski et beaucoup d'autres... Leszek Moczulski aussi a été arrêté.

Une voix : « Nous vengerons ! »

Andrzej Czuma : « Non, non, mesdames et messieurs, non ! Ce que nous voulons, c'est la liberté. Laissons les sentiments de haine et de vengeance à ceux qui nous persécutent. (Applaudissements).

Personne ne pourra dire que la manifestation d'aujourd'hui a été organisée par des personnes anonymes, qui fuient la responsabilité. Le Comité d'auto-défense KOR et le Mouvement pour la défense des droits de l'homme et des droits civiques sont représentés ici aujourd'hui...

Wojciech Ziembinski : Compatriotes ! Ce n'est pas la première fois que nous nous réunissons ici. C'est en ce lieu que nous commémorons la mémoire de nos pères, de nos grands-pères et de nos frères. Leur sacrifice n'a pas été vain. La nation polonaise doit vouloir sa liberté... Et n'oublions pas nos frères de l'Est : Lettons, Estoniens, Biélorussiens et Ukrainiens, qu'autrefois nous combattions. Aujourd'hui, nous sommes unis dans notre lutte pour la liberté. En 1915, Joseph Pilsudski a donné l'ordre à ses troupes d'aller de l'avant, « à la mort ou à la vie, à la victoire ou à la défaite. Pour que ressuscite la Pologne ! » Aujourd'hui, nous ne voulons pas recourir à la violence. Nous lançons un appel à la nation polonaise, afin qu'elle reste digne et solidaire. Montrons, lors des prochaines élections, si nous voulons une Pologne communiste. Vive la Pologne ! (Manifestants : « Vive la Pologne ! »)

Andrzej Czuma : Nous devons exprimer ce que nous voulons. Pas seulement « Vive la Pologne », car elle vit dans nos cœurs. Disons : « Nous voulons la liberté et l'indépendance ! » (Les manifestants : « Nous voulons

la liberté et l'indépendance ! »)

Joseph Michal Janowski : Pensons à la manière dont nous pouvons défendre la liberté sans recourir à la violence. Le meilleur moyen est de défendre les droits de l'homme. Nous devons veiller partout à ce que ces droits ne soient pas violés. La justice et la liberté ne se construiront que si les hommes s'aiment. Là où les droits de l'homme sont respectés, aucune doctrine totalitaire n'est possible. (Applaudissements).

Une voix : Vive le Mouvement pour la défense des droits de l'homme. (...)

DECLARATION DU COMITE POUR L'AUTODETERMINATION NATIONALE

Varsovie, le 10-12-1979

Le Comité accueille avec beaucoup de joie et de satisfaction la déclaration de coopération polono-ukrainienne, signée à Londres le 28-11-1979, entre autres par Edward Raczynski et Mykola Liwicki.

Dans nos déclarations nous avons souvent insisté sur l'importance d'une coopération entre ces deux nations, unies traditionnellement par de nombreux siècles de coexistence en une seule République. Cette coexistence n'a pas été exempte de difficultés, d'échecs et même de tragédies ; mais néanmoins elle a enrichi l'héritage culturel des nations polonaise et ukrainienne, avec la valeur de la morale chrétienne, l'indépendance nationale et la liberté individuelle.

Cette tradition et la situation présente déterminent la nécessité de coopération entre les peuples polonais et ukrainien, dans une lutte commune aux nations d'Europe centrale et orientale réduites à l'esclavage, pour le droit à l'auto-détermination.

**Comité pour l'auto-détermination
nationale.**

**DECLARATION DU MOUVEMENT POUR LA DEFENSE
DES DROITS DE L'HOMME ET DES DROITS CIVIQUES**

Varsovie, le 24-1-1980

Tandis que l'Union soviétique s'engage dans une agression contre un pays étranger, à l'intérieur les répressions politiques augmentent. Nous sommes très soucieux de la déportation du professeur Andrieï Sakharov dans la ville de Gorki. Cet acte est en rapport avec l'intensification de la répression des activistes russes, ukrainiens, lettons, tartares et autres, de l'opposition démocratique. Les camps et les prisons soviétiques sont remplis de centaines de milliers de gens persécutés à cause de leurs convictions. L'exil de Sakharov est certainement destiné à le couper des milieux dissidents et à étouffer la voix de l'opposition. Le Mouvement partage l'indignation et la condamnation générales de l'exil de Sakharov. Nous demandons que cesse la discrimination politique et nationale en Union soviétique, dirigée aussi, là-bas, contre la minorité polonaise.

**Le Mouvement pour la défense
des droits de l'homme
et des droits civiques.**

(confirmé par E. Wladyslaw Staniewski).

MALVA LANDA : « FASCISME ET COMMUNISME SONT DEUX IDEOLOGIES SEMBLABLES »

Militante du Mouvement russe pour les droits de l'homme et les libertés, administratrice du Fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles, connu aussi pour ses actions humanitaires en faveur des prisonniers politiques ukrainiens et de leurs familles, Malva Landa a vivement critiqué la dictature communiste dans une déclaration envoyée à Loudmila Alexeev, représentante du Groupe russe de surveillance des accords d'Helsinki en Occident. Nous publions ci-après des extraits de cette déclaration.

Arrêtée le 11 mars 1980, pour « diffusion de fausses informations et de calomnies sur le système soviétique », Malva Landa a été condamnée, le 26 mars, à cinq ans de relégation en Sibérie et déportée immédiatement. N.D.L.R.

(...) Je veux réitérer mes affirmations : ... le fascisme et le communisme (y compris le vrai socialisme soviétique avancé) — sont dans leurs principes deux idéologies semblables.

Tous les deux possèdent des moyens illimités pour anéantir les gens en masse, ce qu'ils ont admirablement démontré dans la pratique (si l'on ajoute aux victimes des répressions en masse des années 1930-1940, les millions de personnes mortes de la famine provoquée artificiellement pendant la collectivisation, la liquidation des *koulaks* (*) en tant que classe, au moment de la dékoulakisation et de la déportation massive des peuples au temps de l'occupation et de la déportation d'une partie de la population balte, etc. ; alors, bien sûr, l'Union soviétique a largement dépassé l'Allemagne hitlérienne).

Ils ont la même haine et la même contrainte (envers les autres peuples, leurs idéologies et leurs classes), l'intolérance pour la pensée et la parole libres ; par principe, ils ne reconnaissent et ne respectent pas les droits de l'homme... L'idéologie et le régime commu-

(*) Koulak : paysan propriétaire. N.d.T.

niste, surtout soviétiques, se distinguent par une plus grande hypocrisie (se prétendant humanistes avec un talent plus remarquable), ainsi que par un mensonge plus vaste et la faculté illimitée de falsification...

Le développement réel du socialisme, qui se veut le modèle « de l'avenir radieux » de toute l'humanité, déracine, arrache de la société ses meilleurs représentants, ceux qui, en dépit de tout, restent eux-mêmes, font preuve de leurs facultés de penser d'une façon indépendante, en conservant et en fortifiant en eux les richesses morales qui sont le fondement de l'humanité...

Le socialisme réel, en tant que système social, facilite l'atrophie des qualités humaines les plus importantes, c'est-à-dire la déshumanisation de l'homme et de la société.

La libéralisation est incompatible avec la structure du socialisme réel et en contradiction avec son essence. (Il est sans doute plus facile de dresser un loup en chien docile, que de libéraliser le socialisme réel).

Cependant, chaque tentative d'un changement forcé peut mener seulement à la modification du système dans le sens d'une cruauté encore plus grande, ou bien vers l'apparition d'un autre régime totalitaire non moins cruel.

Notre système, c'est nous. Le seul espoir d'un changement positif (c'est-à-dire le remplacement du socialisme réel par un système de démocratie libérale apte à des perfectionnements ultérieurs), c'est le changement de nous-mêmes.

Penser d'une façon indépendante, avoir des convictions personnelles et les exprimer ouvertement — un comportement (le non-conformisme idéologique) est interprété, dans le pays des Soviets — non seulement par le pouvoir, mais aussi par le simple citoyen soviétique (c'est-à-dire par une part considérable de citoyens indépendamment de leur état social, du niveau d'instruction, etc.) — comme un délit grave, plus grave que le crime, la violence, le vol...

L'opposition morale ébranle effectivement les fondations, mine réellement la structure du socialisme soviétique réel.

Il n'est venu à l'esprit d'aucune personne de pensée libérale de condamner ceux qui ont fait moralement opposition au fascisme. Par contre, ces mêmes personnes, ou du moins un bon nombre d'entre elles, sont prises de panique à l'idée d'une opposition morale et de ce fait du minage du socialisme soviétique réel.

(...) Retrouver en soi le courage et la force de regarder objectivement, d'écouter, d'essayer de comprendre (se souvenir qu'il y a eu des morts et qu'il y en a même aujourd'hui, maintenant...), de penser. Retrouver en soi le courage et la force d'être honnête envers soi-même et ses proches. Renouveler dans sa conscience, dans son esprit, le système des hautes valeurs morales... Avoir le courage, au moins partiellement, de vivre sans mensonge. Bien entendu, les vrais acolytes du totalitarisme socialiste ou de toute autre espèce de totalitarisme, se retrouveraient alors en minorité. Ainsi, d'ailleurs, le système — justement le système et non des candidats concrets — subirait alors un échec aux élections...

Bien sûr, cela est impossible. Et nous resterons dans cette fosse aux loups qu'est le socialisme-communisme.

Mais tant que l'homme vit, il ne peut pas ne pas s'efforcer de rester homme. C'est probablement pour ces raisons qu'il existe dans notre pays ce qu'on appelle des dissidents, dont le nombre grandit sans cesse, en dépit des persécutions continuelles et même renforcées, des répressions et du banditisme à leur égard, inspiré par le gouvernement.

1-9 mai 1979

Malva LANDA.

**SYMPOSIUM SUR LE MOUVEMENT UKRAINIEN
DE LIBERATION A MONTREAL**

Un symposium sur l'histoire de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) s'est tenu à l'Université Concordia de Montréal du 28 au 30 septembre 1979, à l'occasion du 50^e anniversaire de la création de ce mouvement. Il était organisé par le département des Sciences politiques de l'Université, et c'était la première fois qu'un symposium de ce genre avait lieu dans une des plus importantes institutions académiques d'Amérique du Nord.

Au cours de ces trois journées, 16 spécialistes ont présenté 22 conférences traitant de l'histoire générale et du développement du mouvement nationaliste ukrainien depuis la première guerre mondiale, ainsi que certains aspects particuliers de l'OUN elle-même.

La première série de sujets était en quelque sorte une présentation historique du mouvement. A. Bedriy a donné un aperçu général des 50 années d'existence de l'OUN et de quelques problèmes s'y rattachant ; O. Pytlar, V. Bolubash et R. Kuchar ont analysé, respectivement, les bases historiques, psychologiques et philosophiques de la fondation de l'OUN en Ukraine occidentale.

Une deuxième série de conférences avait trait à quelques-uns des personnages marquants qui jouèrent un rôle prédominant dans la formation de l'OUN, sur les plans idéologique, politique et surtout révolutionnaire. Ces études, présentées par Y. Kelebay, O. Pytlar et M. Klymyshyn, étaient particulièrement centrées sur D. Dontsov, principal théoricien et idéologue nationaliste, et sur Evhen Konovalts et Stepan Bandera, deux chefs de l'OUN qui furent assassinés en émigration par des agents soviétiques. B. Stebelsky parla de la philosophie

nationaliste qui se développe actuellement parmi la jeunesse ukrainienne, et de son expansion pratique et théorique au sein des cadres de la jeunesse de l'OUN.

La troisième série de conférences avait pour sujets des aspects spécifiques de l'activité de l'OUN. S. Rychtycky a présenté l'action de l'OUN en 1940-1941 et le rétablissement de l'indépendance de l'Ukraine le 30 juin 1941 (au début de la guerre entre l'Union soviétique et l'Allemagne). W. Kosyk a décrit la coopération qui s'était constituée entre l'OUN et les personnes originaires des autres pays d'Europe de l'Est, face à l'agression allemande et soviétique pendant la deuxième guerre mondiale, tandis que M. Klymyshyn a parlé du rôle des forces d'intervention clandestines (Pokhidni Groupy) que l'OUN avait envoyées, en 1941, en Ukraine. L. Shankowskyi et le colonel Y. Krochmaluk parlèrent de la création de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), de son action et du général Roman Choukhevych-Tchouprynka. S. Golash parla de l'activité de l'imprimerie clandestine de l'OUN-UPA.

La quatrième série de conférences avait trait à l'influence et à l'expression du mouvement nationaliste ukrainien à travers la littérature et la culture ukrainiennes en général. Mme Stebelsky a analysé les sentiments de D. Dontsov sur la littérature ukrainienne ; O. Pawliw a commenté l'œuvre de Yevehen Malaniuk, poète et auteur d'essais, tandis que R. Kuchar a donné un aperçu général de la littérature ukrainienne des années 1960 et 1970, dans le contexte des traditions nationalistes ukrainiennes modernes. D. Shtohryn a présenté une étude bibliographique sur l'OUN, telle que celle-ci est représentée dans les publications soviétiques et des pays satellites.

R. Senkiw et M. Bohatiuk traitèrent les aspects économiques et démographiques par rapport au mouvement de libération ukrainien et exposèrent d'intéressantes hypothèses sur leurs prolongements possibles pour les années 1980.

Malgré l'étendue des conférences qui se sont déroulées pendant trois jours, le symposium, en fait, n'a traité l'histoire de l'OUN que jusqu'au début de la guerre entre l'URSS et l'Allemagne. On peut donc estimer que ce symposium était une introduction à l'histoire de l'OUN et au processus de la lutte pour la libération qu'elle a menée depuis 1929. Les étapes cruciales de la lutte de l'OUN-UPA contre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique pourraient, à elles seules, faire l'objet de différents symposiums.

Les conférences du symposium faites en ukrainien, en anglais ou en français, avec un résumé en anglais à la disposition des auditeurs, seront rassemblés en un volume au début de 1980.

Ce symposium a pu avoir lieu grâce à la collaboration et au dynamisme de M. Lesli Lazlo, du département des Sciences politiques de l'Université de Concordia.

LIVRES

Ivan Dziouba : **Internationalisme ou russification ?** Traduit de l'ukrainien par Kalena Uhryn. Présentation et postface de Léonid Pliouchtch. Nouvelle Optique-Savelli-PIUF. Montréal-Paris 1980. 350 pages.

Ivan Dziouba, contestataire ukrainien des années 60, qui depuis a fait son autocritique et déserté les rangs de la dissidence, a écrit ce texte à la suite des arrestations en Ukraine de 1965-1966. En fait, c'est une analyse assez pertinente du problème national en URSS, en particulier en Ukraine, qui démontre que derrière la phraséologie d'internationalisme, le pouvoir pratique la russification.

Les articles que nous publions étant destinés à être diffusés le plus largement possible, leur reproduction est entièrement libre. Il n'est pas nécessaire de mentionner la source ni de demander notre autorisation. Mais nous serions reconnaissant à tous ceux qui utilisent nos textes de bien vouloir nous faire parvenir les publications justificatives.

A B O N N E M E N T S

(1 an)

France

Abonnement ordinaire	40 F
Abonnement de soutien	70 F
Etudiants	30 F

Etranger

Abonnement ordinaire **50 F**

Belgique : 400 F - Canada et U.S.A. : 13 Dollars

Les abonnements sont à souscrire à L'Est Européen,

B. P. 51 - 75261 Paris Cedex 06

C.C.P. : La Source 30 754 04 W

CORRESPONDANCE :

L'EST EUROPEEN

B. P. 51-06

75261 Paris Cedex 06

L'Est Européen, revue bimestrielle - Directeur : C. MAZUR

N° de la Commission paritaire des publications : 39.228

